

MESURES? NON MERCI

MESURES-NON.CH



NON LE 18 JUIN
À LA LOI COVID-19

NON À LA PROLONGATION DES MESURES

Le Parlement a décidé de prolonger jusqu'à mi-2024 des parties importantes de la loi Covid-19. Une alliance large et diversifiée d'organisations de défense des droits civiques, d'associations et de partis politiques a réussi à lancer un référendum contre cette prolongation. Maintenant, le peuple suisse peut voter le 18 juin sur la prolongation de la loi Covid. Avec un NON, nous mettons fin aux mesures inutiles et nuisibles et nous revenons enfin à la normalité. Parce que les gens dans ce pays en ont assez des mesures, assez des conflits et de la discrimination.

**Un NON le 18. juin profite à tous.
Nous pouvons ainsi:**

- ✓ **EMPÊCHER L'INTRODUCTION INUTILE ET DISCRIMINATOIRE DU CERTIFICAT QUI POURRAIT ÊTRE IMPOSÉ À LA POPULATION**
- ✓ **SURMONTER LA DIVISION DE LA SOCIÉTÉ**
- ✓ **METTRE UN TERME À LA VIOLATION DE NOS DROITS FONDAMENTAUX**

Peu importe que l'on soit vacciné ou pas, nous sommes tous des citoyens égaux en droit de ce pays.

Laissons les faits et la raison parler. Nous n'avons pas besoin de polémique, de désinformation ou de propagande. Car les arguments pour un NON à la loi Covid sont nombreux et solides:



«La vaccination ne protège pas contre la transmission»

Christoph Berger, Président de la Commission fédérale pour les vaccinations

«De nombreuses mesures prises contre le Covid étaient absurdes»

Karl Lauterbach, Ministre de la Santé Allemagne



«Les quarantaines après les voyages à l'étranger étaient nécessaires pour éduquer les citoyens»

Anne Levy, Directrice de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP)



«L'obligation générale de porter un masque est inutile»

Hendrik Streeck, Virologue

C'est fini!

- Le gouvernement a lui-même déclaré la fin de la «pandémie» et levé toutes les mesures
- Il n'y a pas de raison de prolonger les parties expirées de la loi Covid
- Il n'y a pas d'argument raisonnable pour des interventions massives dans les droits fondamentaux

NON à la discrimination,

NON à la société à deux vitesses!

- La prolongation des dispositions de la loi permettrait à tout moment la réintroduction discriminatoires telles que le certificat et la traçabilité des contacts (surveillance)
- Fin des violations des droits fondamentaux
- Non à la société à deux vitesses. Tous égaux en droits et en dignité.

Inutile pour les voyages à l'étranger!

- L'entrée dans les pays tiers est possible avec un certificat de vaccination reconnu dans le monde entier
- Le certificat Covid n'est accepté que par quelques pays
- Aucun avantage international pour le certificat Covid

Fin de l'état d'urgence!

- Le Conseil fédéral peut restreindre massivement la liberté de la population à tout moment
- Notre démocratie directe est mise à mal par le régime d'urgence antidémocratique
- Les droits démocratiques du peuple et du parlement ne doivent pas être davantage réduits

Le peuple en a assez de la division et de la discrimination!

- Par la division en «bons» et «mauvais», des amitiés et des relations ont été brisées
- Un climat de peur et de méfiance s'est installé
- Nous en avons tous assez. Les gens en Suisse ont appris leur leçon.

«Il n'y avait aucune raison scientifique de fermer les écoles»

Daniel Koch, Ancien chef de la division «Maladies transmissibles» à l'OFSP



Pour la première fois: un vote sans appel!

- Les votants ont été induits en erreur et on leur a menti
- Fausse promesse du conseiller fédéral Alain Berset lors de la campagne de votation (mot-clé: mensonge sur la vaccination)
- Les décisions ne se sont pas basées sur des faits, mais sur de fausses déclarations

Pas de nouvelle contrainte!

- Janine Small, manager chez Pfizer, Wolfgang Philipp, stratège de l'UE en matière de vaccination, et Virginie Masserey, de l'OFSP, admettent que les personnes vaccinées propagent le virus de la même manière que les personnes non vaccinées
- La politique et les médias ont vendu la vaccination comme un remède miracle et l'ont imposée par contrainte
- La pression peut être rétablie à tout moment si l'on ne dit pas «stop» avec fermeté

Non à la déresponsabilisation et à la mise sous tutelle!

- Refuser au Conseil fédéral le pouvoir de nous mettre sous tutelle
- Redevenir enfin des citoyens libres et égaux en droits

La loi Covid ne protège personne!

- La loi Covid n'a apporté aucun avantage, ni protection
- Les fondements ont été réfutés les uns après les autres
- Les mesures n'ont pas fait leurs preuves (effet protecteur de la «vaccination»/ masques, tests PCR, lock-downs, etc.)

Les mesures causent des dommages importants!

- Mesures disproportionnées
- Graves dommages pour la santé de jeunes gens
- Situation grave pour les filles et les jeunes femmes, qui souffrent particulièrement des conséquences psychiques

Non à la peur et à la solitude!

- De nombreuses personnes ont beaucoup souffert des mesures et de l'alarmisme
- La peur, la dépression et la solitude ont augmenté de manière inquiétante
- Prévenir l'isolement et la mort solitaire, en particulier dans les maisons de retraite

Repousser l'attaque contre la démocratie!

- La Prolongation de la loi Covid par arrêté fédéral urgent est – démocratiquement politiquement douteux
- Le Parlement annule les droits du peuple
- Non à la dégradation de l'Etat de droit et des mœurs politiques

Il existe déjà des bases légales suffisantes pour la protection de la santé!

- La protection de la population contre les agents pathogènes est garantie
- La loi actuelle sur les épidémies suffit amplement

La loi Covid nuit à tout le monde!

- La loi Covid inutile et anticonstitutionnelle
- Nous sommes tous concernés

L'état d'urgence doit rester une exception!

- Sans précédent dans l'histoire récente de la Confédération
- Les règles démocratiques normales suspendues
- Prévention à une nouvelle dérive vers l'autoritarisme

Menace de fermeture à tout moment de magasins et de restaurants!

- La menace de fermeture forcée de magasins et de restaurants est permanente
- Aucune base scientifique pour de telles mesures drastiques
- D'innombrables commerçants et restaurateurs sont concernés



«Tirons enfin un trait sur le Covid 19!»

Nicolas A. Rimoldi, président du mouvement de défense des droits civiques MASS-VOLL!



«Le gouvernement doit suivre le législateur. Ici, le législateur court toujours après le gouvernement. Cela doit maintenant s'arrêter.»

Prof. Dr. David Dürr, avocat et notaire



«Prolonger la loi Covid, c'est accepter que la discrimination et la division puissent renaître à tout moment dans la société suisse!»

Michelle Cailler, présidente de la MFR



«Nous voulons un avenir de normalité, sans droit d'urgence ni discriminations.»

Alex Gantner, entrepreneur et ancien conseiller cantonal



«Faisons ce que les électeurs du Liechtenstein ont fait déjà fait en 2022: Débarrassons-nous du droit d'urgence inutile.»

Prof. Dr. Konstantin Beck, professeur d'économie



«Nous en avons assez de cet arbitraire!»

Dr. sc. nat. ETH Barbara Müller, conseillère cantonale TG



«Finissons-en avec ce nouvel état d'exception permanent, où les droits fondamentaux sont négociables à tout moment.»

Laura Grazioli, conseillère régionale de Bâle-Campagne, Verts



«C'est prouvé depuis longtemps: Le certificat est inutile.»

Andreas Glarner, conseiller national Argovie, UDC



«La loi Covid ne doit pas se transformer, sans que l'on s'en aperçoive, en un instrument de contrainte et de contrôle social disponible en permanence et arbitraire. Non à la prolongation de la loi Covid!»

Oskar Freysinger, ancien conseiller d'Etat et écrivain



«Il faut maintenant briser les chaînes. La tutelle politique doit cesser; nous devons nous engager ensemble pour la paix, la liberté et la dignité de l'être humain!»

Prof. Dr. Stefan W. Hockertz, scientifique et entrepreneur



«Parce que les droits fondamentaux ne sont pas des privilèges, je vote non le 18.6. à la loi Covid!»

Naomi Tambasco, commerçante

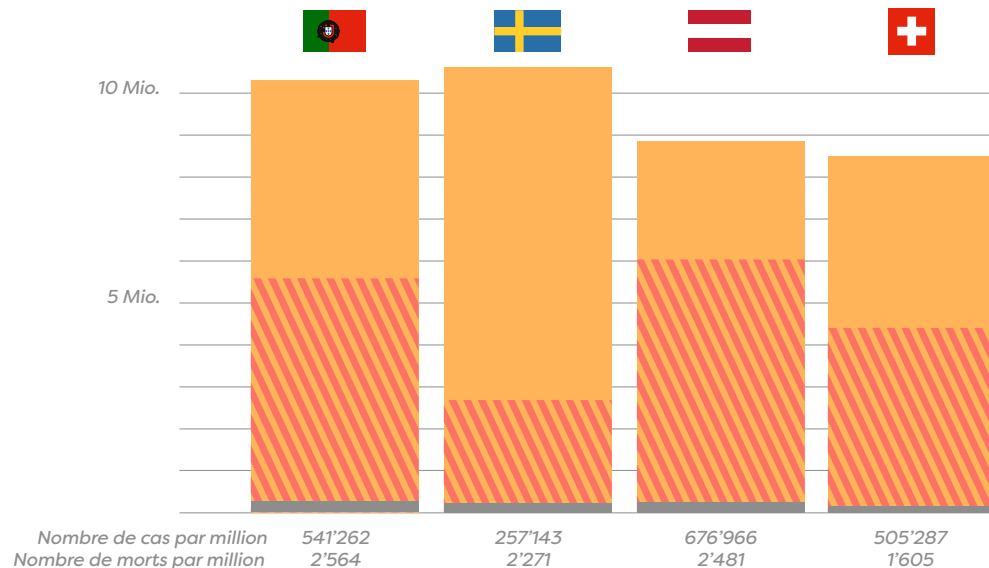


«Un NON le 18 juin est le signe nécessaire pour mettre fin à la pandémie du droit d'urgence.»

Roland Bühlmann, coprésident des Amis de la Constitution

NON À LA PROLONGATION DES MESURES

Comparaison des pays



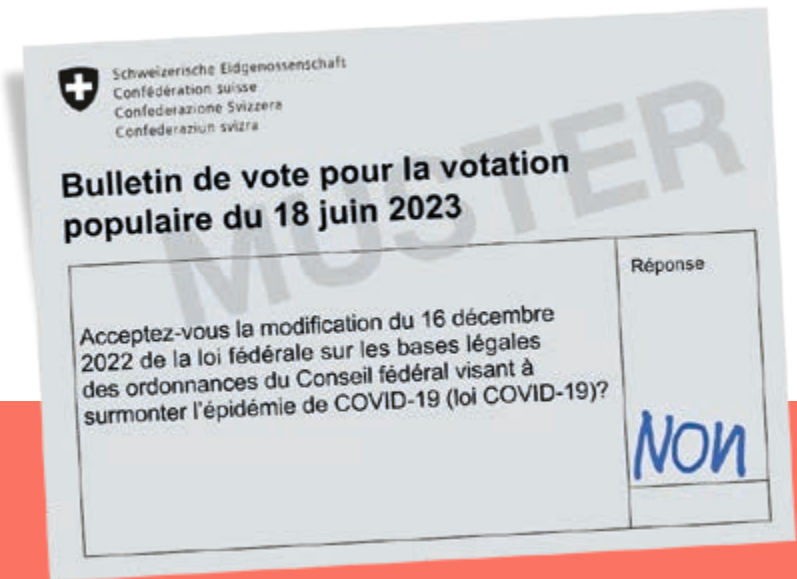
- Lockdowns, masques obligatoires, taux de vaccination > 90%
- AUCUN lockdown, AUCUN masque obligatoire
- Lockdowns, lockdown pour les personnes non vaccinées, masque FFP2 obligatoire, vaccination obligatoire, tests de masse obligatoires, «champion du monde des tests» (pays avec le plus de tests PCR par habitant)
- Lockdowns, obligation de porter un masque

- Habitants
- Nombre de cas
- Morts

Ce que l'on voit: la Suisse s'en sort plutôt bien, malgré des mesures «douces»; la Suède sans mesures s'en sort mieux que les pays avec des mesures dures ou très dures – Conclusion: rapport nul mesures <-> chiffres.

Source: <https://www.corona-in-zahlen.de/weltweit/österreich/usw> état au 04.04.2023

AINSI ILS VOTENT ADÉQUATEMENT



Quelles conséquences en cas de oui?

Les conséquences d'un oui à la prolongation de la loi Covid sont mauvaises pour nous tous. Le certificat inutile peut être réintroduit à tout moment. Des lockdowns (confinements) et d'autres atteintes massives à nos vies et nos droits nous menacent. La division de la société se poursuit. Nous en connaissons les effets depuis ces trois dernières années: relations détruites, fêtes familiales annulées, obligation de porter un masque pour les enfants, isolement social, solitude etc.

Quelles conséquences en cas de non?

En cas de non, il est toujours possible de se faire vacciner et tester. Chacun et chacune est libre de le faire. Mais il n'y aura plus d'exclusion de la société, de lockdown (confinement) et de discrimination sur la base de mesures arbitraires et non fondées sur des preuves. Les entreprises commerciales, les restaurants et les associations pourront survivre et prospérer. La division de la société ne sera plus possible.

ENSEMBLE, NOUS Y ARRIVERONS

Pour toutes ces raisons, le 18 juin il faut voter NON à la prolongation des mesures inutiles et nuisibles et du certificat discriminatoire.

Soutenez notre Campagne



faire un don



commande de matériel

Pour plus d'informations:
mesures-non.ch



NON LE 18 JUIN À LA LOI COVID-19



MassnahmenNein



massnahmennein



Massnahmen Nein



MesuresNon



MassnahmenNein